

Chronologie 1996*

Environnement extérieur de la France

Evénements internationaux

- III. 1-2 — Premier sommet Europe-Asie à Bangkok.
- IV. 24 — Le Conseil national palestinien (CNP) décide de supprimer de sa charte tous les articles refusant le droit d'Israël à l'existence.
- V. 7 — La Hongrie devient le 27^e pays membre de l'OCDE.
- VI. 27-29 — Réunion des dirigeants des pays du G7 et de la Russie à Lyon. Adoption de mesures visant à alléger la dette des pays les plus pauvres du monde.
- IX. 29 — Le comité intérimaire du FMI adopte « onze commandements » pour la stabilité monétaire.
- X. 8 — Le prix Nobel d'Economie est attribué au Britannique James A. Mirrlees et au Canadien William Vickrey.

Union européenne

- I. 25 — Admission de la Russie au Conseil de l'Europe.
- III. 25 — La Commission européenne décide un embargo temporaire total sur la viande bovine et ses dérivés en provenance de Grande-Bretagne.

29 — Conférence intergouvernementale à Turin. Les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze adoptent un texte de quatre pages qui servira de mandat à leurs représentants pour préparer la réforme des institutions européennes.
- IV. 1-2 — Sommet du G7 sur l'emploi.

* Une chronologie pour les années 1972 à 1981 se trouve dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18, 22, 26, 30, 35, 39, 43, 48, 52 et 56. Jusqu'au numéro 26 les événements y sont répartis en deux catégories, politiques et économiques ; ensuite ils sont réunis, mais avec, comme antérieurement, une première partie consacrée à l'environnement extérieur de la France et une seconde à la France.

- 3 — Crise de la « vache folle ». Accord des pays de la Communauté qui maintiennent l'embargo sur les importations de viande bovine britannique; la Grande-Bretagne s'engage d'abattre, dans les cinq ans, tous les animaux âgés de plus de 30 mois.

- 15-16 — Réunion à Vérone des ministres des Finances des quinze: un nouveau SME sera créé à partir de 1999 et aura pour rôle de stabiliser le cours des monnaies qui ne feront pas partie immédiatement de l'Union monétaire. Seule la Grande-Bretagne ne s'associe pas à ce projet.

- V. 20 — Sept pays sur quinze bloquent toute levée partielle de l'embargo sur les exportations britanniques.

- VI. 13 — Crise de la « vache folle » : une revue scientifique anglaise publie un article précisant que des farines animales britanniques potentiellement contaminées qui étaient interdites sur le sol britannique ont été exporté jusqu'en 1991 vers l'Europe et notamment vers la France.

- 22 — Accord de principe entre les ministres chargés de l'énergie de l'Union européenne sur une libéralisation progressive du marché de l'électricité. La directive rentrerait en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et les Etats auront au maximum deux ans pour l'inclure dans leur droit national.

- VII. 1 — Après l'Italie, la présidence de l'Union européenne est assurée pour six mois par l'Irlande.

- IX. 21-22 — Réunion à Dublin des ministres des Finances des quinze, qui s'accordent sur le pacte de stabilité budgétaire liant les pays ayant opté pour l'euro au 1^{er} janvier 1999; esquisse du nouveau SME, qui liera l'euro aux devises des pays de l'Union qui n'y participeront pas immédiatement.

- X. 14 — Entrée du mark finlandais dans le mécanisme de change du SME.

- 17 — La Commission européenne adopte les projets de règlement sur le statut de l'euro et le pacte de stabilité qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

- 28 — Réunis à Luxembourg, les ministres des Affaires Etrangères de l'UE se mettent d'accord sur un arsenal législatif leur permettant de riposter aux sanctions commerciales unilatérales que pourraient prendre les Etats-Unis aux termes des législations Helms-Burton et D'Amato-Kennedy. La première concerne les relations commerciales avec Cuba, la seconde les projets pétroliers en Iran et en Lybie.

- XI. 12 — Arrêt de la Cour de justice européenne qui impose au Royaume-Uni le respect de la directive limitant à 48 heures le temps de travail hebdomadaire.
- 24 — La lire entre à nouveau dans le mécanisme de change du SME, qu'elle avait quitté le 16 septembre 1992. Le cours pivot retenu est de 9,90 liras pour 1 DM (295, 18 liras pour 1 F).
- XII. 12-14 — Conseil européen à Dublin. Les quinze parviennent à un accord sur le pacte de stabilité et le statut de l'euro et renvoient au sommet d'Amsterdam, en juin 1997, le bouclage de la réforme des institutions.

Allemagne

— Pendant l'année 1995 :

- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,8 % par rapport à 1994 ;
- la production industrielle a été en glissement en baisse de 2,8 %, et en moyenne en hausse de 2,1 % par rapport à 1994 ;
- l'excédent commercial a été de 85 milliards de DM et le déficit de la balance des paiements courants de 31,1 milliards de DM.

— A la fin de l'année 1995 le nombre des demandeurs d'emploi était de 3 791 millions soit 9,9 % de la population active.

- I. 10 — La Bundesbank réduit le taux de prises en pension à 3,73 %.
- 17 — La Bundesbank réduit le taux de prises en pension à 3,65 %.
- 24 — La Bundesbank réduit le taux de prises en pension à 3,55 %.
- 30 — Le ministre de l'Economie présente un programme d'actions en faveur des investissements et de l'emploi. Une vaste réforme fiscale débutera le 1er janvier 1997 par la suppression de la taxe professionnelle et de l'impôt sur les grandes fortunes, une réduction de l'impôt sur les bénéfices pour les PME, une réforme des droits de succession. Le 1^{er} juillet 1998, la taxe de solidarité sera ramenée de 7,5 à 5,5 % et, à partir de 1998, une baisse générale de l'impôt sur le revenu sera financée par la disparition d'avantages et d'exonérations. D'ici à l'an 2000, les cotisations sociales seront réduites, les privatisations accélérées et les effectifs de l'Etat fédéral comprimés.
- 31 — La Bundesbank réduit le taux de prises en pension à 3,40 %.

- II. 1 — La Bundesbank annonce un taux de prises en pension fixe de 3,30 % pour les deux semaines suivantes.
- 13 — Accord entre le gouvernement et les partenaires sociaux sur une refonte complète du système de préretraite.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- 18 — La Bundesbank réduit le taux d'escompte de 3 à 2,5 % et le taux Lombard de 5 à 4,5 %.
- 23 — Echec du sommet social entre le gouvernement de Bonn et les principaux représentants des partenaires sociaux.
- 26 — Le chancelier Helmut Kohl réaffirme devant le Bundestag la nécessité du plan d'austérité gouvernemental. Présenté comme un programme en faveur de l'investissement et de l'emploi, ce plan comporte une réduction de 70 milliards de marks des dépenses publiques et d'assurances sociales.
- V. 23 — Echec des négociations salariales dans la fonction publique, le syndicat OTV décide de rejeter l'offre faite par le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther de verser cette année une prime de 160 marks (environ 540 francs), puis de relever les salaires de 1% l'année prochaine.
- VI. 13 — Accord salarial dans la fonction publique : augmentation d'environ 1 % en 1996 et 1997.
- 15 — Manifestation de 350 000 personnes à Bonn organisée par les syndicats pour dénoncer le plan d'austérité gouvernemental.
- VII. 10 — Le gouvernement adopte un projet de budget pour 1997 qui prévoit de réduire les dépenses de l'Etat à 440,2 milliards de DM et de ramener le déficit public à 2,5 % du PIB.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- 22 — La Bundesbank baisse le taux des prises en pension à 3,00 %.
- IX. 10 — Le Bundestag adopte avec la totalité des 341 voix de sa majorité (quatre de plus que la majorité absolue), les principales dispositions du plan d'austérité d' Helmut Kohl qui sera appliqué à partir du 1^{er} octobre : réduction des indemnités-maladie payées par les employeurs; assouplissement des conditions de licenciement dans les petites entreprises; relèvement de l'âge de la retraite à 65 ans à partir de l'an 2000.

- XI. 1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.

Algérie

- XII. 28 — La révision constitutionnelle soumise à référendum est adoptée par 85 % des suffrages exprimés. Elle interdit les partis religieux et régionaux et neutralise les pouvoirs du Parlement.

Espagne

- I. 11 — La Banque d'Espagne baisse son taux directeur de 9 à 8,75 %.
- II. 19 — Manifestation de près d'un million de personnes à Madrid pour protester contre le terrorisme de l'ETA.
- III. 3 — Le parti populaire de José Maria Aznar (droite) remporte les élections législatives avec 38,85 % des suffrages contre 37,48 % pour le parti socialiste de Felipe Gonzalez.
- 13 — La Banque d'Espagne baisse son taux directeur à 8,25 %.
- IV. 3 — La Banque d'Espagne baisse son taux directeur à 7,75 %.
- V. 5 — Après deux mois de tractations avec les élus régionalistes catalans, basques et canariens, José Maria Aznar devient le quatrième président du gouvernement de l'Espagne.
- 7 — La Banque d'Espagne baisse son taux directeur à 7,50 %.
- VI. 4 — La Banque d'Espagne baisse son taux directeur à 7,25 %.
- IX. 27 — Le gouvernement adopte un projet de budget pour 1997 qui prévoit de limiter à 1,7 % l'augmentation des dépenses, de geler les salaires des fonctionnaires et de réduire sensiblement les transferts aux entreprises publiques.

Etats-Unis

- Pendant l'année 1995 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,8 % par rapport à 1994 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 1,1 % et en moyenne de 3,2 % par rapport à 1994 ;
 - le déficit commercial a été de 173,4 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 148,2 milliards de dollars.

- A la fin de 1995 le nombre des demandeurs d'emploi était de 7 371 millions, soit 5,6 % de la population active.
- I. 31 — La Réserve Fédérale réduit de 0,25 point le taux des feds funds et le taux d'escompte, passant respectivement à 5,25 et 5,00 %.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,8 %.
- VII. 31 — Bill Clinton donne son accord pour la mise en œuvre de la réforme du système d'aide sociale (Welfare), qui conduit à une forte réduction des prestations.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.
- 5 — Bill Clinton signe la loi d'Amato-Kennedy qui sanctionne les entreprises qui investissent plus de 40 millions de dollars par an en Iran ou en Lybie dans les secteurs pétrolier et gazier.
- 7 — Levée partielle de l'embargo américain sur les exportations de pétrole irakien.
- XI. 1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- 6 — Election présidentielle: le président sortant Bill Clinton, démocrate, est réélu avec plus de 50 % des suffrages. Il l'emporte dans 31 Etats alors que son rival républicain, l'ancien sénateur Bob Dol, recueille 42 % des voix et s'impose dans 19 Etats. Les Républicains conservent la majorité au Congrès.

Israël

- II. 25 — Deux actions terroristes menées par des kamikazes du Mouvement de la résistance islamiste (Hamas) en Israël mettent fin à la trêve des attentats que l'organisation extrémiste observait depuis sept mois.
- IV. 11 — L'armée israélienne entame une série de raids aériens et de bombardements sur la moitié sud du Liban.
- 18 — L'armée israélienne bombarde, à Cana, un poste de la Force intérimaire des Nations unies (Finul) qui hébergeait de nombreux réfugiés. Bilan 98 morts et 101 blessés.
- V. 29 — Benyamin Nétanyahou, président du Likoud, est élu premier ministre. Il remplace le travailliste Shimon Pérès.

- VIII. 27 — Les forces israéliennes détruisent un immeuble palestinien à Jérusalem-Est et annoncent la construction d'une nouvelle colonie juive de 1 800 logements en Cisjordanie.
- IX. 23-24 — Israël perce un nouvel accès dans le tunnel archéologique sous l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem-Est.
- 26 — Les affrontements entre Israéliens et Palestiniens, en Cisjordanie et à Gaza, font plus de cinquante morts.

Italie

- I. 11 — Démission du Premier ministre, Lamberto Dini.
- II. 1 — M. Maccanico, nommé président du Conseil, renonce le 14 à former un nouveau gouvernement.
- 18 — Le président de la République dissout la Chambre des députés et le Sénat et proclame des élections anticipées pour le 21 avril.
- IV. 21 — Victoire aux élections législatives des partis de « l'Olivier », la coalition de gauche conduite par l'économiste Romano Prodi, qui forme un nouveau gouvernement.
- VI. 19 — Adoption d'un collectif budgétaire visant à contenir le déficit public par une réduction des dépenses de 11 000 milliards de lires.

Japon

- Pendant l'année 1995 :
- la baisse des prix de détail a été en glissement de 0,4 % par rapport à 1994 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2 % et en moyenne de 3,3 % par rapport à 1994 ;
 - l'excédent commercial a été de 9 984 milliards de yens et celui de la balance des paiements courants de 10 386 milliards de yens.
- A la fin de 1995 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2 250 millions, soit 3,3 % de la population active.
- I. 5 — Démission du Premier ministre, Tomiichi Murayama.
- 11 — Election par la Diète du nouveau Premier ministre, Ryutaro Hashimoto.
- II. 20 — La Banque du Japon conclut deux accords identiques avec les autorités monétaires de Hongkong et de Singapour afin de stabiliser la parité du yen.

- IV. 1 — Au cours du premier trimestre, stabilité des prix de détail.
- VII. 5 — Le gouvernement adopte un programme comportant un report à 65 ans de l'âge de la retraite et une refonte du système de pensions.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- IX. 27 — Dissolution de la Diète.
- X. 20 — Elections législatives remportées par le parti libéral démocrate (PLD) du Premier ministre Ryutaro Hashimoto, malgré un taux d'abstention de 40,3 %.
- XI. 1 — Au cours du troisième trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,1%.

Portugal

- I. 14 — Jorge Sampaio, ancien maire socialiste de Lisbonne, est élu président de la République.

Royaume-Uni

— Pendant l'année 1995 :

- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3 % par rapport à 1994 ;
- la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,3 % et en moyenne de 2,5 % par rapport à 1994 ;
- le déficit commercial a été de 11 628 milliards de livres et celui de la balance des paiements de 2 892 milliards de livres.

— A la fin de 1995 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2 236 millions, soit 8 % de la population active.

- I. 18 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'intervention de 6,50 à 6,25 %.
- II. 9 — Attentat à Londres perpétré par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) met fin à la trêve dans le conflit irlandais.
- 18 — Second attentat en plein cœur de Londres.
- III. 8 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'intervention à 6 %.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.

- 16 — Pour lutter contre la maladie de la « vache folle », le gouvernement exclut un abattage massif de son cheptel bovin et annonce une action devant la Cour européenne pour obtenir la levée d'un embargo jugé illégal.
- VI. 6 — La Banque d'Angleterre baisse son taux d'intervention à 5,75 %.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 1,3 %.
- X. 30 — La Banque d'Angleterre relève son taux d'intervention à 6 %.
- XI. 1 — Au cours du troisième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- Baisse de 95 000 du nombre des demandeurs d'emploi soit 1,929 million.

Russie

- I. 22 — Boris Elstine annonce une révision drastique du processus de privatisation : les opérations seront gelées pendant deux mois puis poursuivies sous forme de privatisations partielles, l'état conservant 51 % des grandes entreprises nationales.
- IV. 29 — Accord avec les créanciers du Club de Paris sur le rééchelonnement de 40 milliards de dollars de dette extérieure publique.
- VI. 16 — Première élection présidentielle au suffrage universel.
- VII. 3 — Second tour des élections présidentielles où Boris Elstine est réélu pour quatre ans à la présidence de la Russie avec 53,5 % des suffrages exprimés contre 40,5 % au communiste Guennadi Ziouganov.VIII.31
- Le général Lebed et le chef des indépendantistes de Tchétchénie, Aslan Maskhadov annoncent la signature d'un accord de paix dans la République sécessionniste.
- X. 17 — Limogeage d'Alexandre Lebed de son poste de secrétaire du Conseil de sécurité.

Turquie

- VII. 8 — Depuis la fondation de la République laïque par Kemal Ataturk, en 1923, le gouvernement turc est dirigé pour la première fois par un islamiste, Necmettin Erbakan.

France

- Pendant l'année 1995 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,1 % par rapport à 1994 ;
 - la production industrielle a baissé en glissement de 2,4 %, et en moyenne augmenté de 1,6 % par rapport à 1994 ;
 - l'excédent commercial a été de 55,8 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 81,4 milliards de francs.

- A la fin de 1995 le nombre des demandeurs d'emploi était de 3 282,5 millions, soit 11,6 % de la population active.

- I. 1 — Relèvement de 3,1 % du plafond de la Sécurité sociale, de 2,1 % du RMI et des pensions vieillesse et invalidité, de 2 % des indemnités journalières assurance-maladie et accidents de travail. Le forfait hospitalier est porté de 55 à 70 F.

- 8 — Décès de François Mitterrand, ancien président de la République.

- 18 — Le Conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France baisse le taux d'appel d'offres de 4,45 à 4,20 % et le taux de prises en pension de 5,85 à 5,60 %.

- Le Premier ministre présente le « pacte de relance pour la ville » qui prévoit la création de 100 000 emplois réservés aux 18-25 ans.

- 24 — Le Conseil des ministres approuve la création d'un prélèvement par le RDS (remboursement de la dette sociale) qui frappera la quasi-totalité des revenus pendant 13 ans et entrera en vigueur dès le 1^{er} février. Au taux de 0,5 %, il devrait rapporter quelques 20 milliards en 1996.

- 29 — La privatisation de Pechiney a rapporté 3,8 milliards de francs à l'Etat qui garde 12 % du capital.

- 30 — Le gouvernement annonce un nouveau train de mesures en faveur de la consommation et du logement ; les intérêts des prêts à la consommation donnent lieu à réduction d'impôts ; les conditions d'amortissement des achats d'immeubles locatifs neufs sont améliorées ; les taux préférentiels des emprunts pour le logement sont réduits (prêts locatifs intermédiaires et aides). La rémunération de l'épargne à court terme sera abaissée : au 1^{er} mars, les taux des livrets A et des CODEVI passeront de 4,5 à 3,5 %, ceux des livrets d'épargne populaire de 5,5 à 4,75 %.

- II.1 — En janvier :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - excédent de la balance commerciale de 7,97 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 292 millions en fin de mois (cvs).
- Entrée en vigueur du prélèvement pour le RDS (remboursement de la dette sociale).
- Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 4,05 %.
- Les banques baissent le taux de base bancaire de 7,50 à 7 %.
- 9 — Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,90 %.
- 14 — A la suite de l'échec des négociations entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats de médecins, le gouvernement fixe à 2,1 % le taux de progression des dépenses maladie pour 1996.
- 19 — Réunion à Versailles, députés et sénateurs adoptent le projet de révision de la Constitution donnant compétence au Parlement pour se prononcer, chaque année sur des « lois de financement de la Sécurité sociale ». Les lois organiques fixant les modalités du contrôle sur ce financement sera adoptée le 25 avril par l'Assemblée.
- 22 — Réunion à L'Élysée, sous la présidence de Jacques Chirac du Conseil de défense où un projet de loi de programmation militaire 1997-2002 est étudié. Jacques Chirac se dit « favorable » à une armée de métier.
- III.
- 1 — En février :
- hausse de 0,4 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 9,79 milliards de francs (cvs) ;
 - hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 3 316 millions en fin de mois (cvs).
- 7 — Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,80 % et celui de prises en pension à 5,50 %.
- 21 — Le ministre de l'agriculture décide de suspendre toute importation de viande bovine et de bovins en provenance de Grande-Bretagne.
- 26 — Réunion franco-allemande à Laval entre les deux ministres de l'économie Jean Arthuis et Théo Waigel qui réaffirment leur attachement à l'euro. Ils s'accordent sur la mise en place d'un mécanisme de change liant les pays membres de la zone euro aux autres pays de l'Union. Ce mécanisme

prévoit des interventions de la Banque centrale européenne, l'euro comme point d'ancrage et un renforcement des dispositifs de convergence.

31 — François Léotard est élu président de l'UDF.

IV. 1 — En mars :

- hausse de 0,6 % des prix de détail ;
- excédent du commerce extérieur à 11,42 milliards de francs (cvs) ;
- le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 328,8 millions en fin de mois (cvs).

— Au cours du premier trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,7 %.

1-2 — Réunion sur l'emploi des sept pays industrialisés où Jacques Chirac préconise une « troisième voie » et réaffirme l'attachement de la France au « modèle social européen ».

3 — Le conseil des ministres adopte le projet de loi de déréglementation des Télécommunications et prévoit la fin du monopole de France Télécom en 1997.

10-13 — Visite officielle du Premier ministre chinois Li Peng; une série de contrats commerciaux sont signés pour un montant de 10 milliards.

11 — Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,70 %.

16 — Le ministre de l'Agriculture décide de faire abattre les veaux d'origine britannique consignés sur le territoire français.

22 — Les banques baissent leur taux de base bancaire à 6,75 %.

24 — Le conseil des ministres adopte des ordonnances sur la maîtrise des dépenses de soins, la réforme hospitalière et la gestion des caisses de Sécurité sociale.

— Le CPM baisse le taux de prises en pension à 4,90 %.

26 — Le patronat et les syndicats, sauf la CGT, concluent un accord destiné à assurer l'équilibre des régimes de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés du privé (ARRCO) et des cadres (AGIRC) d'ici à 2005.

— La Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) destinée à gérer la dette de la Sécurité sociale est créée.

29 — Le Conseil des ministres adopte un projet de loi qui constitue la plus importante réforme de la loi Royer sur les implantations de grandes surfaces depuis 22 ans.

- 29 — La majorité du capital de la Banque Indosuez sera cédé au Crédit Agricole.
- V. 1 — En avril :
- hausse de 0, 2 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 3,16 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 337 millions en fin de mois (cvs).
- 1 — Le taux horaire brut du SMIC passe de 36,98 à 37,72 F.
- 3 — L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) signe avec FO et la CGC, un accord sur « l'aménagement et la durée du travail en vue de favoriser l'emploi ». Ce texte autorise les entreprises à faire travailler les salariés jusqu'à 46 heures par semaine et 44 heures en moyenne sur une période de douze semaines consécutives. Les horaires seront « annualisés » au lieu d'être calculés sur la semaine. En contrepartie, les salariés disposeront de deux à six jours de congés payés supplémentaires.
- L'Etat va céder de gré à gré 6 % du capital de Renault, ramenant sa participation de près de 53 à un peu moins de 47 %.
- 10 — L'Assemblée nationale adopte le projet de loi prévoyant l'ouverture des Télécommunications à la concurrence à partir de 1998.
- 21 — Lancement de l'offre publique de vente des AGF.
- 22 — Le Conseil des ministres adopte le projet de pacte de relance pour la ville.
- 23 — Le débat d'orientation budgétaire pour 1997 est lancé : les « mandats de préparation » pour le budget de 1997 sont établis : l'objectif est de stabiliser les dépenses en francs courants, en réalisant 60 milliards d'économies.
- 28 — Jacques Chirac annonce la suppression à partir du 1^{er} janvier 1997 du service militaire obligatoire au profit du volontariat. Un « rendez-vous citoyen » d'environ une semaine est créé pour recenser l'ensemble des jeunes.
- 30 — L'Assemblée nationale adopte une proposition de loi qui prévoit une réduction des charges sociales en échange d'une réduction du temps de travail.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 11,30 milliards de francs (cvs) ;

- le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 362,7 millions en fin de mois (cvs).
- 3 — Après que Dominique de la Martinière lui ai remis son rapport, Alain Juppé dévoile les quatre grandes orientations qui guideront sa réforme fiscale. Elle sera échelonnée sur cinq ans et engagée dès 1997. Elle propose d'abaisser progressivement à 40 % le taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu, contre 56,8 % actuellement. Des avantages fiscaux en faveur de l'épargne, dont l'assurance-vie, seraient supprimés.
 - 6 — Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,60 %.
 - 11 — Le gouvernement annonce un plan de sauvetage pour la SNCF : une subvention de 10 milliards de francs par an lui sera attribuée.
 - 18 — Annonce de suppression de 2 600 emplois chez Moulinex.
 - 19 — Le gouvernement annonce une série de mesures destinées à venir en aide aux éleveurs français de viande bovine.
- VII.
- 1 — En juin :
 - baisse de 0,1 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 9,44 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 383,5 millions (cvs).
 - Au cours du deuxième trimestre, la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.
 - 1 — Le taux horaire brut du SMIC passe de 37,72 à 37,91 %.
 - 3 — Le gouvernement décide l'interdiction des produits contenant de l'amiante à partir de 1997.
 - 4 — Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,55 %.
 - Revalorisation de 2,45 % des allocations chômage.
 - Le président du groupe Air France annonce la fusion en avril 1997 d'Air France et d'Air Inter.
 - 12 — Le gouvernement annonce la création d'une « banque de développement des PME » ; regroupant CEPME et Sofaris, elle interviendra en partenariat avec les réseaux bancaires.
 - 14 — Intervention télévisée de Jacques Chirac qui dénonce la friolité des banques et souhaite une baisse des taux d'intérêts.

- 25 — L'allocation de rentrée scolaire pour 1996 est fixée à 1 000 francs au lieu de 1 500 francs les trois années précédentes.
- Alain Juppé confirme l'abaissement à 19 % du taux d'imposition sur les bénéfices réinvestis par les petites entreprises ; il sera effectif au 1^{er} janvier 1997 et s'appliquera aux bénéfices de 1996.
- 26 — Jean Arthuis annonce la liquidation du Crédit Foncier : dans un premier temps le Crédit Foncier fera l'objet d'une OPA lancée par la Caisse des dépôts et Consignation qui le cédera ensuite à un établissement public, la Caisse centrale du Crédit foncier.
- 31 — Modification du dispositif d'aides à l'emploi: « recentrage » du Contrat initiative emploi (CIE) sur les jeunes en grande difficulté et sur les chômeurs de très longue durée, participation des employeurs à la rémunération des CES, suppression de l'aide au premier emploi des jeunes (APEJ). Les décrets d'application seront publiés au Journal Officiel le 10 août.
- VIII. 1 — En juillet :
- baisse de 0,2 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 10,16 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre de demandeurs d'emploi est de 3 399,2 millions en fin de mois (cvs).
- Le CPM baisse le taux de prises en pension à 4,75 %.
- Annonce de la privatisation du CIC (cession de gré en gré de 67 % du capital détenu par le GAN).
- 2 — Annonce de la privatisation de Thomson, l'Etat conservant un contrôle sur le franchissement du seuil de 10 % du capital et sur la cession d'actifs dans les activités de défense.
- 10 — Publication au Journal officiel des décrets de suppression, au 31 août, de l'aide au premier emploi des jeunes et de réduction, à compter du 1^{er} septembre, des primes liées aux contrats initiative-emploi (CIE).
- 15 — Publication au *Journal officiel* du décret d'application de la loi Robien (allègement des charges sociales pour les entreprises créant des emplois ou renonçant à des licenciements grâce à la réduction du temps de travail).
- 22 — Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,35 %.
- 28 — Offre publique d'achat du Crédit Foncier.

- IX. 1 — En août :
- baisse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 13,37 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 418,1 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Alain Juppé présente la réforme fiscale de son gouvernement : allègement de 25 milliards en 1997 et de 75 milliards en 2001 de l'impôt sur le revenu et une réforme du financement de l'assurance maladie.
- 18 — Présentation officielle du projet de loi de finances pour 1997 : le déficit budgétaire atteindrait 283 milliards de francs, en baisse de 5 milliards par rapport à 1996. Le déficit public sera ramené à 3 % du PIB, afin de respecter le critère de Maastricht.
- Le gouvernement présente une nouvelle aide à la consommation, en faveur des foyers les plus modestes : les détenteurs d'un plan d'épargne populaire (PEP) non imposables pourront dès le 1^{er} janvier 1997 profiter de la prime de l'Etat, qui peut atteindre 10 500 francs, au bout de 7 ans au lieu de 10.
- 19 — Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,25 %.
- 20 — Les banques baissent le taux de base bancaire à 6,55 %.
- 23 — Le ministre des Affaires sociales présente un plan de redressement de 17,5 milliards destiné à ramener à 30 milliards de francs le déficit de la Sécurité sociale. A compter du 1^{er} janvier 1997, 1,3 point de cotisation maladie, soit 45,9 milliards de francs de manque à gagner pour l'assurance maladie. En compensation, le relèvement de 1 point de la CSG procurera une recette de 44,2 milliards.
- 26 — Le gouvernement décide de ne pas renouveler la « prime qualité automobile » (PQA), qui expire le 30 septembre. Son montant était de 5 000 ou 7 000 francs selon la catégorie du véhicule.
- 30 — Le gouvernement présente un programme d'actions concrètes pour faire reculer l'exclusion : emplois subventionnés pour les bénéficiaires du RMI, prévention médicale gratuite, création de 100 000 logements d'insertion.
- X. 1 — En septembre :
- après trois mois consécutifs de stabilité, hausse de 0,4 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 10,09 milliards de francs (cvs) ;

- le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 436,8 millions en fin de mois (cvs).
 - 1 — Nicole Notat, secrétaire général de la CFDT est élue à la présidence de l'UNEDIC.
 - 2 — L'Assemblée nationale vote la confiance au Premier ministre par 464 voix contre 100.
 - 16 — Le gouvernement choisit de confier la direction de l'entreprise privatisée Thomson SA au groupe Lagardère. Les activités de défense (Thomson CSF) seraient reprises par Matra, celles d'électronique grand public (Thomson Multimédia) par le groupe coréen Daewoo.
 - 21 — Le CPM baisse d'un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour de 3,375 à 3,3145 %.
 - 31 — Adoption par l'Assemblée nationale de la loi sur le financement de la Sécurité sociale: déficit fixé à 30 milliards de francs en 1997; élargissement de l'assiette de la CSG et augmentation d'un point de celle-ci au 1^{er} janvier 1997; augmentation des taxes sur les alcools.
 - Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,20 %.
- XI.
- 1 — En octobre :
 - hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 3 450,6 millions en fin de mois (cvs).
 - Au cours du troisième trimestre, la baisse des prix de détail a été de 0,3 %.
 - 9 — Lionel Jospin présente son projet économique au Conseil national du PS: priorité à l'emploi et à la réforme fiscale. Les socialistes mettent en avant la semaine des 35 heures, le basculement des cotisations sociales sur une CSG élargie et une refonte de la fiscalité. Il s'engagent dans un délai de deux ans, à offrir un emploi à 700 000 chômeurs de moins de vingt cinq ans.
 - 14 — Le gouvernement annonce l'interruption de la procédure de privatisation du CIC.
 - 20 — L'Assemblée nationale adopte le projet de loi de finances pour 1997.
 - 22 — L'Assemblée nationale adopte une proposition de loi créant des plans d'épargne-retraite. Ce système, facultatif, doit permettre aux salariés du secteur privé de se constituer une rente complétant les pensions de la Sécurité sociale et des

régimes complémentaires. Ils bénéficieront d'avantages fiscaux.

- 27 — Débat à l'Assemblée nationale où Valéry Giscard d'Estaing plaide pour une politique monétaire de la France distincte de celle de l'Allemagne. Il critique vertement la politique monétaire du premier ministre Alain Juppé.
- 28 — L'Assemblée nationale adopte une proposition de loi qui institue une prestation spécifique pour les personnes âgées dépendantes; cette prestation, versée à partir du 1^{er} janvier 1997, remplacera l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP).
- XII. 1 — En novembre :
- augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 3 451 millions en fin de mois (cvs).
- 2 — La Commission de privatisation émet un avis défavorable sur l'offre de Lagardère pour la reprise de Thomson compte tenu des modalités de reprise de Thomson Multimédia, la filiale d'électronique grand public par le sud-coréen Daewoo Electronics.
- 3 — Entretien à l'Elysée entre Jacques Chirac et Helmut Kohl. Les discussions portent sur l'Union monétaire, la Conférence intergouvernementale (CIG), sur la réforme des institutions européennes et la coopération industrielle.
- Attentat meurtrier dans une rame du RER parisien.
- 11 — Suivant l'avis négatif rendu le 28 novembre par la commission de privatisation, le gouvernement annonce qu'il renonce à l'opération de privatisation de Thomson telle qu'annoncée. Après avis conforme du Conseil d'Etat, Thomson-CSF, la filiale d'électronique de défense et professionnelle de Thomson SA, sera cédée début 1997. Thomson Multimédia sera recapitalisé et conservée par l'Etat afin d'être restructurée avant sa cession.
- 14-15 — Convention nationale du Parti socialiste à Noisy-Le-Grand qui adopte les propositions économiques de Lionel Jospin.
- 16 — Les banques baissent le taux de base bancaire à 6,30 %.
- 17 — Le CPM baisse le taux d'appel d'offres à 3,15 % et le taux de prise en pension à 4,60 %.

Sciences et Technique

- VI. 4 — Explosion en vol à Kourou, (Guyane française) du premier vol d'essai de la fusée Ariane-5.